



Course vers l'immunisation

Attention aux risques de débordement dans les centres de vaccination

À partir de lundi dernier et suite aux dernières mesures contraignantes prises par le gouvernement, l'on note un regain d'intérêt pour la vaccination. Partout dans le Grand Lomé et à l'intérieur du pays, c'est l'affluence dans les centres de vaccinations. Mais, ceux-ci ne risquent-ils pas d'être débordés ?



PAGE 3

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Agouna Alédji : Quand un crédit change le cours d'une vie !

L'histoire de dame Agouna Alédji aurait pu virer au psychodrame. Heureusement, elle a cru en ses potentialités et a déployé l'énergie et la détermination ...

PAGE 2

DOSSIER



Filets sociaux

Bien-être social, le credo de l'exécutif togolais

Le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) est mis en œuvre au Togo pour répondre à la problématique de la responsabilisation des communautés dans leur développement, améliorer leur accès aux infrastructures de base et à une couverture sociale minimum. D'une part, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) mise en place par le gouvernement, ...

PAGES 6&7

Abandon de l'essence au plomb

La lutte contre les énergies fossiles sera encore longue et difficile

Depuis quelques jours, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) ...

PAGE 11



Assemblée nationale

Encore 12 mois accordés pour l'état d'urgence sanitaire

Les députés présents à l'Assemblée nationale togolaise mardi 14 septembre ont voté à l'unanimité le projet de loi portant prorogation du délai d'habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances les mesures relevant du domaine de la loi. L'hémicycle a ainsi approuvé la prorogation de l'état d'urgence sanitaire pour 12 mois.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Education : vers une nouvelle rentrée scolaire à la mode coronavirus

Le système éducatif togolais, pour la deuxième fois consécutive va entamer la rentrée scolaire dans un contexte toujours marqué par la pandémie du coronavirus. Le gouvernement a publié un communiqué pour expliquer comment les activités vont démarrer afin d'éviter la naissance de clusters dans les établissements scolaires.

Du lundi 20 au vendredi 24 septembre 2021, il y aura la semaine administrative et pédagogique pour le personnel administratif, d'encadrement et enseignant. Elle sera meublée par les activités suivantes : sensibilisation du personnel des établissements sur les mesures de prévention du Covid-19, la formation des responsables d'établissement à la gestion pédagogique, ...

PAGE 3

RSE

La Conférence internationale sur les entreprises sociales commence demain

La Conférence internationale sur les entreprises sociales et la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) au Togo commence demain 16 septembre. Initialement prévue du 9 au 10 septembre 2021, cette conférence se tient finalement ce jeudi sous le thème « entrepreneuriat social : levier d'action pour ...



PAGE 5

	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">SOMMAIRE</p> <p>Guinée / Transition Démarrage des concertations nationales</p>  <p style="text-align: right;">P 4</p>	<p>Abandon de l'essence au plomb La lutte contre les énergies fossiles sera encore longue et difficile</p>  <p style="text-align: right;">P 10</p>	<p>Construction bioclimatique « La méthode Abou » pour un habitat durable en Afrique</p>  <p style="text-align: right;">P 10</p>
---	--	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Agouna Alédji : Quand un crédit change le cours d'une vie !

L'histoire de dame Agouna Alédji aurait pu virer au psychodrame. Heureusement, elle a cru en ses potentialités et a déployé l'énergie et la détermination nécessaires pour arriver à ses fins. Très tôt, la nouvelle veuve a fait l'option des Activités génératrices de revenus pour désormais subvenir toute seule aux besoins de sa progéniture.

Alors que son conjoint vivait encore, elle s'était mise dans l'environnement champêtre de sa localité Kpewaavec lui, notamment en tant que vendeuse de bois de chauffe, principale source d'énergie pour la cuisson des ménages dans les communautés rurales.

Mais avec le décès du conjoint, la veuve a pu avoir les conseils d'une amie qui l'a orienté vers la diversification de ses activités, pour mieux parvenir à gérer son ménage. Aussitôt dit, aussitôt fait. Même si durant ces périodes de doute, elle a connu des hauts et des bas. Mais elle rêvait sans cesse d'avoir une alimentation générale de proximité.

C'est par l'entremise d'une connaissance de sa ruelle que Agouna Alédji à la recherche de crédit pour ouvrir un commerce d'alimentation générale a découvert les produits FNFI. Et ce fut

un nouveau départ pour sa vie qui n'écrira plus de belles histoires sur ses pages. « Maintenant avec FNFI je me suis retrouvée financièrement. Franchement je ne m'y attendais pas. J'ai pu construire une petite boutique dans laquelle mes enfants m'aident », confie-t-elle avec fierté..

Et ce n'est pas tout. Agouna Alédji est également désormais revendeuse de céréales. Une ascension fulgurante ponctuée par un succès éclatant. L'histoire de cette dame confirme une fois encore que l'accès au financement peut s'avérer un puissant outil de développement de l'économie rurale.

« J'assume seule les dépenses de scolarité et de soins de mes enfants sans demander l'aide de la famille. Ce qui n'était pas le cas par le passé où il fallait solliciter des proches pour des dons », fait-elle savoir. Puis elle vise plus loin. Sa nouvelle ambition est de



Agouna Alédji

commencer à stocker des sacs de céréales pour les revendre en période de diserte.

Partout ailleurs, les communautés rurales sont celles qui ont le plus besoin

de services financiers, mais restent les plus mal desservies à cet égard. Au Togo, le Fonds National de la Finance Inclusive FNFI avec ses institutions de microfinance partenaires ont pu relever ce défi.

Les différents produits sont accessibles dans toutes les contrées du pays ; ce qui permet de libérer l'immense potentiel économique de nombre de femmes rurales

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web : www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... la formation des enseignants aux approches pédagogiques adaptées à la situation de pandémie et la préparation des établissements scolaires pour l'accueil des

apprenants. A partir du lundi 27 septembre 2021, entrera en vigueur la rentrée scolaire proprement dite avec la présence effective des apprenants dans les écoles et

centres de formation, tous ordres confondus sur l'ensemble du territoire national, et le démarrage des activités d'enseignement-apprentissage. « Le gouvernement exhorte

chacun des acteurs du système éducatif à se faire vacciner impérativement dans les meilleurs délais et à continuer de respecter scrupuleusement les mesures barrières

recommandées par les autorités compétentes en la matière, afin de freiner la propagation du virus », précise le communiqué.

TM

Course vers l'immunisation

Attention aux risques de débordement dans les centres de vaccination

À partir de lundi dernier et suite aux dernières mesures contraignantes prises par le gouvernement, l'on note un regain d'intérêt pour la vaccination. Partout dans le Grand Lomé et à l'intérieur du pays, c'est l'affluence dans les centres de vaccinations. Mais, ceux-ci ne risquent-ils pas d'être débordés ?

L'affluence a battu tous les records lundi 13 septembre dernier. Subitement, l'adhésion à la vaccination est devenue une réalité dans notre pays. Selon le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique, et de l'Accès universel aux soins, « la demande du vaccin contre la Covid-19 par la population est de plus en plus pressante. Avec 19 410 personnes vaccinées, la journée du lundi 13 septembre 2021 détient le record du nombre de vaccinés en une journée depuis le lancement de la campagne le 10 mars 2021 ». Le gouvernement dans un communiqué publié le 13

septembre dernier informe le public que les nouveaux vaccins réceptionnés en fin de semaine dernière sont en cours d'acheminement vers tous les centres de vaccination du pays. Par ailleurs, il invite toutes les personnes âgées de 18 ans et plus à aller se faire vacciner. Toutefois, des jeunes étudiants mineurs se plaignent que l'on les oblige à se faire vacciner. C'est une situation que les membres du Conseil scientifique et la Coordination en charge de la riposte doivent rapidement clarifier pour éviter que la campagne de vaccination ne prenne encore un coup.

L'autre inquiétude est que cette forte affluence à laquelle l'on assiste peut entraîner le débordement des centres de vaccination. En effet, ce sont de longues files d'attente de personnes incapables dans une telle situation d'observer la distanciation physique, que l'on observe dans les centres de santé depuis lundi. De plus, actuellement, il est clair que le Togo ne peut pas fournir une dose de vaccins s'il s'agit de Johnson and Johnson ou deux doses s'il s'agit des autres vaccins, à toute la population éligible pour la vaccination. Par exemple, à l'intérieur



Un centre de vaccination bondé de monde lundi dernier

du pays, dans beaucoup de centres, c'est la deuxième dose qui est en cours. Ceux qui viennent pour leur première dose sont donc priés de patienter en attendant l'arrivée de nouveaux vaccins. Il faut dire qu'une bonne partie des doses est administrée à

Lomé, la ville qui enregistre la majorité des cas. Et quand on connaît la difficulté qu'il y a à trouver des vaccins sur le marché, c'est une situation qui se comprend. Toutefois, cela ne risque-t-il pas d'attiédir certaines personnes ?

Edem Dadzie

Assemblée nationale

Encore 12 mois accordés pour l'état d'urgence sanitaire

Les députés présents à l'Assemblée nationale togolaise mardi 14 septembre ont voté à l'unanimité le projet de loi portant prorogation du délai d'habilitation du gouvernement à prendre par ordonnances les mesures relevant du domaine de la loi. L'hémicycle a ainsi approuvé la prorogation de l'état d'urgence sanitaire pour 12 mois.



Des députés à l'Assemblée nationale

La prorogation de l'état d'urgence prend effet à compter du 16

septembre. Le projet de loi portant prorogation du délai d'habilitation du

gouvernement à prendre par ordonnances les mesures relevant du

domaine de la loi est constitué de 3 articles. Le premier article porte sur la prorogation du délai d'habilitation. Le deuxième accorde un délai de 90 jours au gouvernement pour faire ratifier les ordonnances qui seront prises et le troisième article est relatif à la formule d'exécution. Le délai envisagé par le gouvernement était de 6 mois, mais face à l'augmentation des cas positifs liés à la pandémie du coronavirus et la gravité de la situation, les députés ont décidé de proroger l'état d'urgence de 12 mois. En effet, le Togo a reçu près d'un million 200 doses de vaccins à ce jour. Près de 450 000 personnes ont été vaccinées à la date du 14 septembre. L'objectif du gouvernement est d'atteindre 1 million de personnes vaccinées d'ici fin 2021. Cette prorogation de l'état d'urgence sanitaire permettra au

gouvernement d'atteindre cet objectif.

« L'augmentation du nombre de cas, source de saturation des centres de prise en charges, notamment celui de Lomé, a conduit à l'extension de ce dernier, grâce à la réhabilitation et l'équipement d'une de ses ailes » a souligné Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé.

Pour rappel, pour mieux lutter contre la pandémie, un état d'urgence a été décrété pour un délai de 3 mois prorogé de 45 jours deux fois. L'Assemblée nationale a accordé par deux fois au gouvernement l'autorisation de prorogation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-010 du 15 septembre 2020 pour une période de 6 mois et par la loi n° 2021-001 du 18 mars 2021 pour une durée de 6 mois également.

Félix Tagba

Gambie

Jammeh offrira-t-il un second mandat à Adama Barrow ?

Trois mois avant la prochaine présidentielle, le parti du chef de l'État et celui de son prédécesseur ont annoncé qu'ils allaient s'allier.



Yahya Jammeh

La politique réserve souvent bien des surprises et, en ce début du mois de septembre, l'inattendu s'est produit à Banjul. Fabakary Tombong Jatta, le secrétaire général

de l'Alliance patriotique pour la réorientation et la construction (APRC), a annoncé qu'un accord venait d'être trouvé avec le Parti national du peuple (NPP, au

pouvoir).

À trois mois de la prochaine élection présidentielle, dont la date a été fixée au 5 décembre, les formations du président Adama Barrow et de son prédécesseur, Yahya Jammeh, ont donc décidé de s'allier, et l'époque où le second contestait la victoire du premier avant d'être contraint par les troupes de la Cedeao à embarquer dans un avion à destination de Malabo paraît n'être plus qu'un lointain souvenir.

Faut-il pour autant s'en étonner ? Avant le scrutin de décembre 2016, Barrow avait reçu le soutien de la

Coalition 2016, un bloc de huit partis menés par le Parti démocratique unifié (UDP), auquel appartenait Barrow à l'époque. Mais l'UDP lui a retiré son appui en septembre 2019. En cause : les querelles internes qui ont rapidement opposé Barrow à Ousseinou Darboe, opposant historique à Jammeh et figure emblématique du parti, mais aussi la volonté assumée du chef de l'État de se maintenir au pouvoir au-delà des trois années qu'il s'était engagé à effectuer. C'est dans ce contexte que le NPP a vu le jour, en décembre 2019.

Mais Adama Barrow a besoin de renforcer son assise électorale avant

la présidentielle et les législatives, qui auront lieu en avril 2022. « Le président et le NPP ont pressenti la défaite et pensent que le salut pourrait venir d'un accord avec l'APRC, tacle Amadou Scattered Janneh, membre du bureau exécutif de l'UDP. Cette alliance est purement opportuniste. »

« Il est dans l'intérêt de Barrow de s'entendre avec le parti de Jammeh pour éviter la débâcle », confirme un bon connaisseur de la politique gambienne, en rappelant que depuis les législatives de 2016, c'est l'UDP qui est majoritaire à l'Assemblée.

Jeune Afrique

Gabon

Noureddin Bongo évincé de son poste de coordinateur des affaires présidentielles

Faut-il voir dans son éviction le signe d'une mésentente entre le fils et le père ? Il serait prématuré de l'affirmer, d'autant que Noureddin Bongo Valentin a été nommé, le 10 septembre, « conseiller stratégique » du président du PDG, Ali Bongo Ondimba. Ce qui est sûr, l'homme qui paraissait être le plus influent du Gabon est remis à la disposition de son administration d'origine.



Noureddin Bongo Valentin

L'annonce a fait l'effet d'un coup de tonnerre, à Libreville. Noureddin Bongo Valentin, l'influent fils du chef de l'État Ali Bongo Ondimba, a été remercié de son poste de coordinateur général des affaires présidentielles, ce lundi 13 septembre. L'annonce a été faite lors du Conseil des ministres qui

s'est tenu le jour même par visioconférence à Libreville. Noureddin Bongo Valentin est « remis à la disposition de son administration d'origine », précise le communiqué publié en fin de journée. Nommé le 5 décembre 2019, Noureddin Bongo Valentin avait repris les rênes du palais après la chute de

Brice Laccruche Alihanga, l'ancien directeur de cabinet du chef de l'État soupçonné de détournement de fonds et de blanchiment, et incarcéré depuis un moment.

Le désormais ex-coordonateur général des affaires présidentielles avait acquis, ces deux dernières années, une influence considérable et passait pour être l'homme le plus puissant du palais du Bord de mer après son père, Ali Bongo Ondimba. Grands travaux, santé, diversification économique... Il pouvait intervenir sur tous les dossiers tandis que Jean-Yves Teale, le secrétaire général de la présidence, et Théophile Ogandaga, directeur de cabinet du chef de l'État, restaient en retrait. En mars 2020, Noureddin Bongo Valentin avait en outre rejoint le bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir), chargé de contribuer à y remettre de l'ordre dans la perspective de l'élection présidentielle de 2023.

La création d'un Haut-commissariat de la République est également annoncé ce lundi, « en application des articles 47 et 52 de la Constitution ». Cet organe devra assister le chef de l'État « dans l'évaluation, le suivi [et] la mise en œuvre de son action politique ».

T.M.

Guinée / Transition

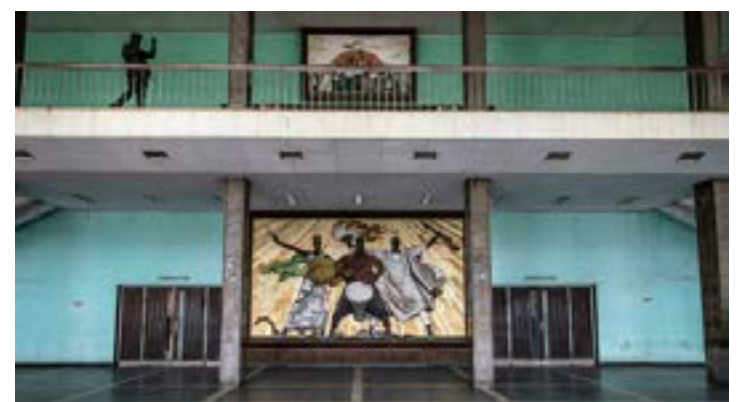
Démarrage des concertations nationales

Ce sont les partis politiques qui ont ouvert le bal, ce mardi 14 septembre 2021, des concertations nationales initiées par la junte qui a pris le pouvoir le 5 septembre. Des rencontres prévues jusqu'à vendredi au Palais du peuple à Conakry, avec « toutes les forces vives du pays », pour échanger sur les contours de la transition.

Un représentant par parti, c'était la règle fixée par le CNRD, le Comité national de rassemblement et du développement pour le début de ces concertations. Ce qui n'a pas empêché la salle du palais du peuple d'être prise d'assaut pour obtenir le précieux sésame, une carte d'accès aux concertations.

La rencontre s'est tenue à huis clos. Le colonel Mamady Doumbouya s'est d'abord exprimé dans un discours d'environ cinq minutes. D'après des participants, le chef de la junte a insisté sur « la tolérance », « le pardon », « la cohésion », ou encore sur une transition « inclusive et apaisée ».

Puis une quinzaine de représentants politiques se sont exprimés, dont Cellou Dalein Diallo de l'UFDG, Sidya Touré de



Palais du Peuple, siège des concertations nationales

l'UFR, ou encore Saloum Cissé de RPG-Arc en ciel, le parti du président renversé Alpha Condé, dans une ambiance qualifiée de « conviviale » par Ousmane Kaba, président du Pades. Néanmoins, l'organisation chaotique a bloqué certains représentants qui n'ont pas pu entrer, à l'image d'Étienne Soropogui du parti « Nos valeurs communes », très en colère. « Cela montre l'engouement pour participer au changement », tempère Kaemou Bogola Haba, de la coalition Anad. Les partis politiques sont maintenant chargés de travailler sur un mémorandum pour faire leurs propositions et préparer la transition.

En marge des discussions politiques sur l'avenir de la Guinée, d'autres tractations sont en cours, dans l'ombre, à propos du sort d'Alpha Condé. Le président déchu est toujours détenu par la junte. Il refuse de signer sa démission et aurait demandé à la mission de la Cedeao venue le visiter de le rétablir dans sa fonction de président de la République.

T.M. et Rfi.fr

DIRECT AGENCE
agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires ? Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Afia-Gakli Djidjole
(+228) 87 30 01 00 / 80 03 46 92

Uemoa

La BOAD et BPI France s'associent pour le financement des PME/PMI

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) et la Banque publique d'investissement française (BPI France) ont signé mardi 14 septembre à Lomé un cadre de collaboration. Cet accord va permettre de financer des projets des Petites et moyennes entreprises/industries (PME/PMI) de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa).



Signature de l'accord

L'accord de coopération a été signé entre le président de la Banque ouest africaine de développement, Serge Ekue et Pedro Novo, directeur exécutif export de la Banque publique d'investissement française. Cet accord vise à développer des activités et à financer en commun des projets. Les projets qui seront financés se trouvent dans le secteur des Petites

et moyennes entreprises (PME) et concernent spécifiquement des initiatives liées à la création, à l'innovation, au développement, à l'investissement, à l'internationalisation...au sein de la zone Uemoa. Selon la BOAD, ce partenariat s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la Banque en faveur des PME de la sous-région ouest africaine. Il s'agira de leur faciliter l'accès aux financements, notamment aux crédits à moyen et long terme. En effet, depuis le début des opérations de la Banque, un peu moins de 800 millions d'euros ont été dédiés aux PME, sous forme de lignes de refinancement octroyées aux banques locales et institutions de microfinance.

permis de créer des emplois en faveur des jeunes et des femmes. Avec le Plan stratégique Djoliba pour le quinquennat 2021-2025, la BOAD s'est fixée comme objectif de contribuer à la création de 245 000 emplois supplémentaires, dont environ 17 000 dans le segment des MPME », souligne la Banque.

Le partenariat qui a été signé engage les deux banques à renforcer les relations d'affaires entre les entreprises européennes et celles de l'Uemoa. La BOAD et BPI France vont également dynamiser le cofinancement des projets et programmes dédiés, tout en renforçant l'assistance technique mutuelle.

« Ces financements ont

Felix Tagba

RSE

La Conférence internationale sur les entreprises sociales commence demain

La Conférence internationale sur les entreprises sociales et la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) au Togo commence demain 16 septembre. Initialement prévue du 9 au 10 septembre 2021, cette conférence se tient finalement ce jeudi sous le thème « entrepreneuriat social : levier d'action pour dynamiser la création d'emploi dans les collectivités locales ».



dispositif permettra de dresser un état des lieux de l'entrepreneuriat social dans les collectivités locales, d'élaborer une feuille de route 2022-2025 entre le CeRES/ESS et la Faïtière des communes du Togo pour le renforcement et le développement de l'entrepreneuriat social dans les communes », indiquent les organisateurs.

solutions pratiques pour le développement durable des entreprises sociales et la Responsabilité sociale des entreprises au Togo. Les deux premières éditions tenues en 2018 et 2019 ont permis la création du Centre de ressources en entrepreneuriat social et économie sociale et solidaire (CeRES/ESS), la mise en place d'un programme de mentorship en faveur des entrepreneurs sociaux et l'entame d'un processus d'élaboration d'une loi-cadre en faveur des entreprises sociales au Togo.

Il sera également question de revenir sur les capacités de résilience des entreprises sociales face à la pandémie du coronavirus et leurs apports en termes d'options et d'opportunités. La Conférence internationale sur les entreprises sociales et la RSE permettra aussi de proposer des

L'édition de cette année se tiendra en ligne, à cause de la pandémie du coronavirus.

Félix T.

D'éminents panelistes nationaux, étrangers, des élus locaux, acteurs et professionnels du développement local sont attendus à cette 4ème édition de la Conférence internationale sur les entreprises sociales et la RSE au Togo. Les échanges porteront sur la nouvelle

forme d'entreprendre dans les collectivités locales qui fait preuve d'un dynamisme certain, à la fois par sa capacité à créer et à maintenir des emplois, mais aussi en matière d'émergence et d'innovations à fort impact social. «Ce grand rendez-vous sera

également la résultante d'une co-construction avec les acteurs locaux et partenaires pour la mise en œuvre du dispositif Dades : Dispositif d'accompagnement et de développement de l'entrepreneuriat social dans les collectivités locales au Togo. Ce



Filets sociaux

Bien-être social, le credo de l'exécutif togolais

Le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) est mis en œuvre au Togo pour répondre à la problématique de la responsabilisation des communautés dans leur développement, améliorer leur accès aux infrastructures de base et à une couverture sociale minimum. D'une part, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) mise en place par le gouvernement, déploie ses ailes pour soutenir les populations à travers des projets utiles sur le territoire. D'autre part, la finance inclusive désigne l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût spécifique pour des citoyens en situation de difficulté. Les efforts consentis par l'exécutif togolais pour le bien-être des populations se ressentent.

Filets sociaux et services de base : 23 milliards de francs CFA déjà dépensés au profit des Togolais

Il est question pour les autorités de neutraliser la pauvreté, d'offrir aux citoyens des conditions de vie satisfaisantes et de bâtir un pays solidaire et prospère. Le projet de FSB a été lancé en 2018 et assure depuis lors aux communautés défavorisées, un meilleur accès aux infrastructures socio collectives de base et aux filets sociaux. De façon précise, il soutient la construction ou la réhabilitation des infrastructures de base; accroît l'accès aux services socioéconomiques afférents ; augmente le revenu et la consommation des ménages ciblés ; facilite l'accès des enfants à des repas scolaires réguliers.

250 cantons portés pris en compte



Des femmes célébrant l'initiative FNFI

Le projet englobe des sous-projets d'infrastructures ; des filets sociaux qui prennent en compte les cantines scolaires et les transferts monétaires. A ce jour, le gouvernement a décaissé 23 milliards de francs CFA au bénéfice des populations issues de 250 cantons les plus pauvres du Togo. 133 microprojets sur les 200 prévus ont déjà été réalisés. En ce qui concerne les transferts monétaires (15 000 francs par trimestre), 07 milliards de francs CFA ont été remis à 60 419 ménages pauvres ciblés dans 685 villages sur le territoire.

Les cantines scolaires dont le coût annuel est évalué à au moins 2,5 milliards de francs CFA, ont permis d'offrir des repas chauds à plus de 92 000 élèves de 300 écoles primaires publiques chaque année en moyenne. En 2020, 97 000 écoliers ont eu accès à 8,2

millions de repas et plus de 59 000 ménages vulnérables, soit 97% de la cible, ont bénéficié des transferts monétaires. Un an plus tôt (2019), le programme de cantines a touché 94 552 élèves avec 14 708 152 repas servis.

Ascendance d'amélioration des conditions de vie

Sans l'ombre d'un doute, les filets sociaux et services de base atteignent les résultats escomptés. Pour démonstration, plus que la moitié des Togolais vivaient sous le seuil de pauvreté il y a encore quelques années. Aujourd'hui, l'incidence de pauvreté a régressé sur le plan national. De 58,7% en 2011, 51,7% en 2015, elle est passée à 45,5% entre 2018 et 2019. Le projet de FSB arrive à terme en 2021. Néanmoins, au vu de son importance incontestable, l'initiative ne doit-elle pas être perpétuée?

Anadeb, le reflet d'un Togo engagé sur la voie du bien-être social



Le bien-être des populations, un projet social de Faure Gnassingbé

En 10 ans d'existence de l'Anadeb marquée par des interventions ciblées et opportunes sur le terrain, les impacts socioéconomiques sur les Togolais sont immenses. Durant la décennie, l'Anadeb a fait rejaillir les retombées de 06 projets et programmes sur les ménages togolais. Il s'agit du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (Psmico), le Programme de développement communautaire en zones urbaines (PDC-Zu), le Projet de soutien aux activités économiques des groupements (PSAEG), le projet d'accompagnement des communautés dans l'entretien manuel des routes et pistes (Cantonage), le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) et le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV).

100 milliards investis depuis 2011

Grâce à l'Anadeb, bras opérationnel du ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, plus d'un millier de Comités de développement à la base (CDB) ont été structurés. 608 hangars de marché, 2 033 infrastructures d'assainissement, 06 maisons de jeunes et 34 forages ont été construits ou réhabilités sans oublier les 505 salles de classe construites et réhabilitées ou encore les centaines d'infrastructures de santé équipées. Menées en suivant une démarche participative et inclusive, les actions de l'agence impactent près de 1 500 communautés à la base de plus de 300 cantons pauvres du pays. A ce jour, l'Anadeb a déjà investi plus de 100 milliards de francs CFA pour rehausser les conditions de vie des Togolais.

Accroissement du nombre d'infrastructures socio collectives

Dotée d'une enveloppe de 5,04 milliards de francs CFA remise par la Banque mondiale, la composante « infrastructure de base » du projet FSB a réalisé au 31 décembre 2020, 133 microprojets sur les 200 prévus soit 83 bâtiments scolaires, 70 forages munis d'une mini adduction d'eau potable, 10 Unités de soins périphériques (USP), 19 centres communautaires, 06 hangars de marché, 02 retenues d'eau et 10 pistes et ouvrages de franchissement.

300 000 personnes mobilisées pour des opérations de salubrité

Pour un Togo propre, sain et prospère, l'Anadeb a mobilisé environ 300 000 Togolais, soit

21 524 personnes chaque année pour l'entretien des rues, le curage des caniveaux et l'enlèvement des dépotoirs sauvages dans le cadre de Cantonage. C'est une initiative qui offre aux populations des moyens de développer leur communauté respective en leur permettant de lever des fonds pour acquérir des meubles pour les écoles, réaliser des ouvrages d'eau, équiper des centres de santé communautaires avec des matériels et consommables de soin. A ce jour, 1 906 communautés prennent part à cette activité.

La finance inclusive, le socle

Au Togo, l'accès aux crédits et aux services d'assurance classiques



Les hommes font partie intégrante des projets

est quelque peu restreint pour les travailleurs du secteur privé et/ou informel. Pourtant, le rythme de l'économie nationale est dicté par ces derniers que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé n'envisage pas un seul instant de laisser sur le bas-côté. Créé en 2014 pour opposer une forte résistance à la pauvreté, au manque d'emplois et

aux inégalités sociales, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) donne aux jeunes et femmes, populations rurales, petites et moyennes entreprises, personnes à faible revenu, un accès aux produits de microcrédit, de micro-assurance, de moyens de paiement, de transferts d'argent, à des coûts sensiblement réduits.

FNFI, le carrefour des citoyens



Une commerçante bénéficiaire

En 06 ans, le Fonds a accordé plus de 1,7 million de crédits, ce qui représente plus de 98 milliards de francs CFA. Durant l'année écoulée, 11 milliards de francs CFA de crédits ont été alloués aux citoyens pour préserver leurs emplois face à la covid-19 et ses conséquences. "N'Kodédé", synonyme de progrès en français, fait justement progresser les Togolais. Ce produit mis en place et destiné aux populations exclues du système financier, permet d'accorder jusqu'à 05 millions de francs CFA aux bénéficiaires. A côté de cela, les produits Kiffe, Apsef, Agrisef, Ajsef, Paf, PAIFFV et des fonds de relance spécifiques améliorent les revenus des habitants, accroissent leur niveau d'autonomisation et facilitent leur insertion dans le

tissu socioéconomique.

Faire davantage

C'est le leitmotiv des dirigeants engagés dans une course contre la montre pour créer plus de richesse, donner à chaque personne un sentiment d'appartenance sociale et de fierté nationale, permettre à tous de vivre décemment de son travail, bâtir un pays moderne et bénéfique pour chaque génération. La finance inclusive prouve sa valeur, pourquoi ne pas l'optimiser? La stratégie nationale d'inclusion financière (2021-2025), pensée par l'Etat togolais, est destinée à offrir une vie encore meilleure aux populations. Elle boostera l'inclusion financière ; améliorera la couverture géographique des services financiers ; mettra à la

disposition des services financiers digitaux à travers la création d'une banque digitale ; permettra aux autorités de venir en aide à un grand nombre de ménages.

A l'état actuel des choses, en matière d'accès des populations aux services financiers, le Togo est au sommet du classement

des pays africains. Cette fraternité financière sans cesse renouvelée, couplée avec la solidarité légendaire entre les gouvernants et les gouvernés, démontrent à outrance que le pays est exceptionnel avec une vision de développement unique et ambitieuse.

Transféré monétaire, 59 179 ménages togolais servis en 2020

Le programme de transferts monétaires est une sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB). Ce dernier est mis en œuvre au Togo pour accroître l'accès des communautés aux infrastructures socio collectives, aux services sociaux de base, à une couverture sociale minimum ; répondre à la problématique de la responsabilisation des communautés dans leur développement et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Au cours des 12 derniers mois, des milliers de foyers vulnérables ont été soutenus sur l'étendue du territoire. Le pari de l'amélioration des conditions de vie des communautés à la base a été gagné en 2020 au Togo, malgré la crise sanitaire liée à la pandémie au coronavirus qui a impacté toutes les politiques nationales de développement et les prévisions établies.

15 000 francs par trimestre pour plus de 50 000 ménages

Au cours de l'année 2020, 59 179 ménages, soit 97% des populations ciblées, ont bénéficié des transferts monétaires de 15 000 francs CFA chaque 03 mois. Les cantines scolaires, autre sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB), ont permis à 97 518 élèves (soit 103,2% de la cible) de manger à leur faim, en milieu scolaire. 8 255 135 repas chauds leur ont été servis. En outre, les capacités de 2 357 Comités de développement à

la base (CDB) et 1 350 groupements ont été renforcées, ce qui a permis à 194 communautés de disposer chacune d'un plan d'actions.

Le programme de transferts monétaires a été lancé en avril 2019 pour donner accès à une aide financière non remboursable aux familles nécessiteuses sur l'ensemble du territoire. Ces soutiens financiers accroissent le revenu et la consommation des familles ciblées et, de ce fait, leurs capacités à faire face aux chocs. Depuis que l'initiative est mise en œuvre, les populations abandonnent lentement mais sûrement le chemin de la pauvreté. Elles mangent convenablement à leur faim ; mettent en place ou développent des activités génératrices de revenus ; subviennent aux besoins vitaux liés à l'alimentation, à l'éducation des enfants censée préparer leur avenir et celui de la nation, à l'accès aux soins de santé, etc.

Précisément, les transferts monétaires ciblent 61 000 ménages issus de 585 villages des 209 cantons les plus pauvres du Togo en fin 2020 et 120 000 ménages à l'horizon 2021. D'ici 2025, le chef de l'Etat prévoit plus de transferts monétaires pour les ménages vulnérables. Il a promis, lui dont les actes suivent toujours la parole, d'étendre les mécanismes de filets sociaux aux personnes du troisième âge, aux malades et aux handicapés.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ
DESORMAIS



SUR
MONKIOSK.com
www.monkiosk.com

sur le portail



OU www.alome.com

WWW.TOGOMATIN.TG

Zoom sur le Togo qui impacte
brille et ose

Suivez notre actualité sur
whatsapp/infos en DM
www.togomatin.tg

 : @Togomatin1

 : Togomatin

 : instagram.com / togomatin

 : www.togomatin.tg

Pensée du jour

Certaines personnes ne trouvent pas de boulot à cause de leurs langues. D'autres perdent leurs jobs et même des êtres qui leur sont très chers. La langue n'a pas d'os pourtant elle est assez forte pour détruire un foyer. Même sans flamme ni fumée, la langue est capable de brûler tout un village.

Alors faites Attention avec vos langues, car "l'oiseau au long bec ne peut jamais manger dans un plat.

Que Dieu vous éloigne des accidents.

Agréable journée.

Image du jour

Il ne suffit pas de travailler dur...
Il faut travailler avec intelligence!



Enigmes?

$$\begin{aligned} \text{shoe} + \text{shoe} + \text{shoe} &= 30 \\ \text{cup} + \text{cup} + \text{shoe} &= 20 \\ \text{leaf} + \text{leaf} + \text{cup} &= 13 \\ \text{shoe} + \text{cup} \times \text{leaf} &= ? \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{star} + \text{star} + \text{star} &= 60 \\ \text{star} + \text{circle} + \text{circle} &= 26 \\ \text{circle} + \text{banana} + \text{banana} &= 15 \\ \text{star} + \text{circle} \times \text{banana} &= ? \end{aligned}$$

PHARMACIES DE GARDE (LOME)
du 13 au 20 Septembre 2021

ETOILES O AV. NOUVELLE MARCHÉ	96 27 05 05
AKOFA AMOUTIVÉ	96 80 08 67
ECLAIR BÈ AHLIGO	96 80 09 06
OCAM. RUE DE L'ENTENTE	92 85 99 55
ADJOLOLO 58, RUE FRANZ J.	97 93 86 59
SOURCE DE VIEFACE PROTESTANT	90 88 25 82
CAMPUS ADÉWI	93 38 08 84
N.D. DE LA TRINITE BD LA PAIX	93 69 22 34
FOREVER TOKOIN FOREVER	91 00 29 17
PAIX RÉSIDENCE DU BENIN	96 80 09 49
SANTA MADONNA. KÉGUÉ	96 68 03 03
RAOUDHA TOGO 2000	90 28 75 00
BIEN ETRE HÉDZRANAWOÉ	70 54 29 07
FIDELIA BÈ-KPOTA	96 80 09 18
SARAH ADAKPAMÉ	70 42 69 02
ADIDOGOME ADIDOGOMÉ	22 50 54 85
SILOE APÉDOKOÉ ATIGANOMÉ	90 80 26 39
ACTUELLE ROUTE DE SÉGBÉ	96 80 09 95
SEGBE SÉGB	79 30 07 29
DJIDJOLE DJIDJOLE	93 93 99 27
ST JOSEPH BE KLIKAME	91 09 46 38
VIGUEUR AGBALEPEDOGAN	70 44 81 96
MILLENAIRE AGOÈ-NYIVE, SUR LA ROUTE 50M	
DIEUDONNE LEO 2000	70 44 84 59
OSSAN CARREFOUR AVEDJI	70 40 44 25
APOLLON AVÉDJI	70 41 01 07
NOTRE DAME DE LOURDE AGOÈ	96 80 10 19
SHALOM AGOÈ-CACAVÉLI	70 49 96 51
LA MAIN DE DIEU AGOE ASSIYEYE	93 40 21 21
ESPACE VIE AGOÈ LOGOPÉ	99 85 89 07
DIVINA GRACIA AGOÈ-FIOVI	96 80 10 21
NOUVELLE TULIPE RTE DE M.TOVÉ	99 47 00 70
TCHÉP'SON TOGBLÉKOPÉ	70 42 94 41
ST MICHEL AGOÈ-NYIVÉ	70 43 30 43
ST ESPRIT AGOÈ-NYIVÉ KÉGUÉ	70 40 29 06
ASSURANCE ADÉTIKOPÉ	96 82 76 76
SANGUERA SANGUÉRA	70 42 80 80
GANFAT AGOE DALIKO	70 22 15 15
VERSEAU BAGUIDA	92 05 23 49
DE L'EDEN BAGUIDA	70 42 13 98

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)
RAMCO (Otier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);
Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Otier Adidogomé, carrefour des Franciscains); Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Otier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél: 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Otier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hémodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Otier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Otier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Otier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

AFT (Africa Fitness Time) Ot: Décon. Tél: 97 99 7919

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Otier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ;
Tél : 90 04 76 60
GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Otier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

2e ORIGINAL

ASSIGNATION EN REFERE

L'an deux mil vingt et un

Et le Mercredi huit (08) Septembre

A la requête de Monsieur APETOH Kodjo Kouma, demeurant et domicilié en France, de passages réguliers à Lomé ;

Assisté de :

Maitre Yawa Sika YOVO, Avocat à la Cour, 7 BP 13066 Lomé 7, Tél : 93-39-45-21 / 99-21-44-02, Rue derrière Villas SITO Adidogomé, derrière la Poste d'Adidogomé, Lomé ;

Maitre Yawo Amégnon SOWOU, Avocat à la Cour, 592, Rue Djarwa, Tél : 22 21 08 40 / 90 05 41 56, Gbossimé-Lomé ;

J'ai

Donné assignation à :

Monsieur AKPA Kossivi, demeurant et domicilié à Lomé, quartier Sanguera, Tél : 93-91-16-53, où étant et parlant à : *sa personne a été contacté qu'il a refusé de recevoir l'acte et de nous indiquer son domicile. N'ayant ni domicile ni résidence connus, nous avons procédé à l'affichage de l'acte à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Kévé conformément à l'article 58 du Code de Procédure Civile*

A comparaitre le Jeudi 16 Septembre 2021 à huit (08) heures du matin, jours et heures suivants à l'audience et par-devant Monsieur le Président du Tribunal de Première Instance de Troisième Classe de Kévé, statuant en matière de Référé ;

POUR

Attendu que le requérant est propriétaire d'une parcelle de terrain sise à Kévé au lieu dit Aképe Aképédo d'une contenance superficielle de vingt quatre ares quarante sept centiares (24a 47ca), objet du titre foncier N° 54482 de la République Togolaise établi le 1^{er} septembre 2020 ; (Pièce N°1)

1

①

Ordonner la rétractation pure et simple de l'ordonnance de cessation des travaux N°151/2020 rendue le 02 juin 2020 ;

Ordonner l'enlèvement des bornes et piliers d'identification implantés par le requis sur la parcelle du requérant, et ce, sous astreinte de vingt mille (20.000) Francs CFA par jour de résistance ;

A défaut, autoriser le requérant à procéder à l'enlèvement desdits bornes et piliers au frais du requis au besoin avec l'assistance des forces de l'ordre ;

Mettre les dépens à la charge du requis

SOUS TOUTES RESERVES
ET POUR QU'IL NE L'IGNORE

Je lui ai étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie du présent exploit dont le coût est de : _____ Francs CFA ;

L'HUISSIER



3

③

Que le requérant a vendu une partie de son terrain à des tiers qui y ont réalisé des constructions ;

Que lors d'une visite inopinée sur les lieux, quelle ne fut la surprise du requérant de constater que certains individus sans titre ni droit se sont permis d'implanter des piliers d'identification sur son terrain comme en fait foi le procès-verbal en date du 23 juin 2020, dressé à cet effet par Maitre AMEGONOU Kodjovi, huissier de justice à Lomé ;

Contre toute attente, le requérant s'est vu notifier l'ordonnance de cessation des travaux N°151/2020 rendue le 02 juin 2020 à la requête de Monsieur AKPA Kossivi qui dit avoir acquis par voie d'achat une partie de ce terrain couvert par le Titre Foncier N°54482 RT ;

Aux termes des dispositions de l'article 256 du code foncier et domanial du 14 juin 2018 :
« Le titre foncier est définitif, intangible et inattaquable, sauf en cas de fraude ou d'erreur.
Il constitue, devant les Juridictions, le point de départ unique de tous les droits réels existant sur l'immeuble au moment de l'immatriculation. »

Cette ordonnance cause au requérant un important préjudice et l'empêche de jouir pleinement de sa propriété ;

Que le requérant a donc grand intérêt à attirer le sieur AKPA Kossivi par-devant le juge des référés pour s'entendre :

- Ordonner la rétractation pure et simple de l'ordonnance de cessation des travaux N°151/2020 rendue le 02 juin 2020 ;
- Ordonner l'enlèvement des bornes et piliers d'identification implantés par le requis sur la parcelle du requérant, et ce, sous astreinte de 50.000 F CFA par jour de résistances ;
- A défaut, autoriser le requérant à procéder à l'enlèvement desdits bornes et piliers aux frais du requis au besoin avec l'assistance des forces de l'ordre ;

PAR CES MOTIFS

Au principal :

Renvoyer les parties à mieux se pourvoir ainsi qu'elles aviseront ;

Mais dès à présent et vu l'urgence,

Vu le Titre Foncier N°54482 RT établi au nom de Monsieur APETOH Kodjo Kouma le 1^{er} septembre 2020 ;

Vu les dispositions de l'article 256 du nouveau Code Foncier et Domanial du 14 juin 2018 ;

2

②

Construction bioclimatique

« La méthode Abou » pour un habitat durable en Afrique

Quand il fait chaud, on aimerait avoir un peu de fraîcheur dans sa maison, et quand il fait froid, on aimerait y avoir un peu de chaleur. Et souvent, dans nos pays, l'on se tourne vers la climatisation. Une solution énergivore et pas du tout durable. Et si on pouvait avoir une habitation où la température se régule naturellement selon les saisons et les zones ? C'est d'une telle technique qu'ont besoin les pays comme le nôtre pour faire face aux impacts des changements climatiques. « La méthode Abou » est une innovation à prendre en compte.

La « méthode Abou », du nom de l'architecte et ingénieur en BTP nigérien Abou Moussa, est une nouvelle génération de construction écologique faite à base de briques de constructions sans mortiers ni coffrages. Lauréat du 41ème salon international des inventions de Genève (Suisse) en 2013, Abou Moussa s'en est brillamment sorti avec une médaille d'or, qui est la résultante d'un procédé révolutionnaire sur les techniques de construction au Niger.

L'architecte nigérien, originaire d'une zone désertique où l'on ne produit pas du bois, a vu bon d'inventer un nouveau type de briques qui dans sa fabrication, réduit du bois à hauteur de 96%, réduit le béton à hauteur de 70%,

et le ciment à hauteur de 50% tout en valorisant des matériaux locaux comme le gravier, les moellons et la terre crue. Ce procédé breveté par l'Organisation africaine pour la propriété intellectuelle (OAPI) permet de créer des milliers d'emplois par l'utilisation de la main d'œuvre locale (femmes et jeunes). Son objectif est de réduire la température interne de ses constructions de 6°C, ce qui n'est déjà pas mal pour un pays chaud comme le Niger.

Abou Moussa défie toutes les normes de construction moderne. Par exemple alors que l'école occidentale préconise de poser les briques à partir du 21ème jour après leur fabrication, notre inventeur pose ses briques déjà à partir du 5ème jour. Selon ses propres

dièses, le fait de refuser de faire du coffrage, très consommateur de bois et aussi de ne pas faire de poteaux, choque plusieurs spécialistes du domaine. Et pourtant, ses œuvres sont résistantes.

Des immeubles de plusieurs niveaux qui résistent à des chocs importants. « Lorsqu'une voiture vient cogner le bâtiment, son moteur sort du carreau », a-t-il lâché avec une bonne dose d'humour. Cette image permet de se faire une idée sur la dureté de ces édifices qui selon Abou Moussa, peuvent tenir pendant plus de 80 ans. L'avantage de ce type de construction, est sa capacité à réguler la température, la réduction des Gaz à effet de serre (GES), la réduction de la déforestation et par ricochet, l'adaptation



Abou Moussa

et l'atténuation du changement climatique. La méthode Abou s'adapte quelle que soit la zone climatique de l'Afrique. Elle permet de construire en fonction du lieu, du climat et de l'usage, d'où l'expression consacrée, de construction bioclimatique.

« J'ai commencé mes recherches au nord du Togo. J'ai sillonné la frontière entre le Togo et le Burkina Faso pour répertorier les méthodes de construction », nous a confié Abou Moussa.

« Quand il fait 40°C

dehors, à l'intérieur de mes constructions, il fait 34°C. De plus, ce sont des constructions parasismiques, jamais de fissures. Je peux conserver les récoltes agricoles pendant une année avec zéro équipement. Et pour éviter la dégradation de l'environnement, je ne créé pas de carrières pour prélever les matériaux », a expliqué le concepteur d'une méthode qui devrait révolutionner le secteur de l'habitat en Afrique, surtout dans un contexte de changement climatique.

Edem Dadzie

Abandon de l'essence au plomb

La lutte contre les énergies fossiles sera encore longue et difficile

Depuis quelques jours, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) se réjouit de constater que l'essence au plomb est complètement abandonnée dans le monde. Toutefois, il faut reconnaître que cette victoire n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. Les énergies fossiles sont encore abondamment utilisées et la lutte pour une transition totale vers les énergies renouvelables risque d'être encore longue et difficile.



La pollution par les transports demeure un problème crucial

L'essence au plomb est née en 1921 pour mettre fin à ce que les chimistes appelaient le « cognement », c'est-à-dire les vibrations sauvages et potentiellement destructrices pour le moteur qui résultent de la combustion d'essence de qualité inférieure. Mais à quel prix ? Il faut noter que les gaz d'échappement au plomb sont toxiques. Alors que l'essence au plomb se répandait aux quatre coins du monde, elle a été suivie

d'épidémies de maladies cardiaques, de cancers, d'accidents vasculaires cérébraux et, surtout, de retards de développement chez les enfants.

L'humanité a donc payé un lourd tribut pour bénéficier de cette découverte. « L'essence au plomb était une énorme erreur dès le départ, même si les gens ne le savaient peut-être pas à l'époque. Le monde allait devoir faire face aux conséquences pendant un siècle », déplore Rob

De Jong, responsable de la mobilité durable au Pnue. Selon l'organisation onusienne, cela appartient désormais au passé. Pour la première fois depuis 1923, aucun conducteur sur la planète ne pourra légalement remplir son réservoir avec de l'essence au plomb. Mais, le combat se poursuit pour mettre fin aux énergies fossiles, notamment le charbon.

Au moment où l'on demande aux Etats de faire preuve de plus d'ambition dans la réduction des GES afin que l'on puisse espérer atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, il y en a qui rouvrent des centrales à charbon. D'autres comme le Congo, sont sur le point de concéder l'exploitation du pétrole sur leur territoire, pire dans une réserve de biodiversité comme le bassin du Congo,

deuxième poumon vert au monde. La Côte d'Ivoire se réjouit de pouvoir exploiter le nouveau gisement de pétrole découvert sur son territoire.

Alors, l'on se demande si l'on parviendra à sortir un jour du pétrole et de ses dérivés ? l'humanité est tellement dépendante de ces fossiles que même les environmentalistes peinent à s'en passer. Dans les transports, la fourniture d'électricité etc... les énergies fossiles ont encore de beaux jours devant eux. Certains pays comme le Togo se tournent de plus en plus vers les énergies renouvelables, mais, l'on est encore loin du compte.

Du 20 au 22 septembre prochain, Africa Coal Network (ACN), un réseau d'organisations de la société civile africaine tiendra sa conférence annuelle, entièrement en ligne. ACN lutte contre les énergies fossiles, surtout le

charbon. Ce sera l'occasion de rendre hommage à Fikile Ntshangase, une militante assassinée pour sa résistance au charbon. Si l'on assiste à des assassinats, c'est que le chemin est encore long. 227 personnes ont été tuées dans le monde en 2020, le nombre le plus élevé enregistré pour une deuxième année consécutive, selon le rapport de Global Witness. Près d'un tiers des meurtres seraient liés à l'exploitation des ressources (exploitation forestière, exploitation minière, agro-industrie à grande échelle, barrages hydroélectriques et autres infrastructures). Le rapport a qualifié les victimes de « défenseurs de l'environnement » tués pour avoir protégé les ressources naturelles qui doivent être préservées, notamment les forêts, l'approvisionnement en eau et les océans.

E. Dadzie

Covid-19 et mesures strictes au Togo

Quand le pouls de la vaccination bat très fort

Depuis le mois d'août 2021 au Togo, le signal du coronavirus vire rouge. Face à cette recrudescence de la pandémie du coronavirus dans le pays, l'exécutif togolais, de concert avec le conseil scientifique, a pris des mesures strictes mises en vigueur le 10 septembre 2021. Parmi elles, la présentation d'une preuve de vaccination pour accéder aux bâtiments administratifs et à l'Université. Outre ces lieux, d'autres structures même privées ont aussi emboîté le pas. La preuve vaccinale n'étant délivrée qu'après s'être fait vacciner, l'affluence est à son paroxysme dans les centres de vaccination. Quelle est l'ambiance dans et l'évolution de la vaccination? Après un tour au Centre médico social (CMS) d'Adidogomé, le lundi 13 septembre dernier, où il y a avait plus de 200 personnes dans la matinée, Togo Matin s'est rendu, hier 14 septembre 2021, sur le site de vaccination du terrain Agaza (Gbossimé) pour prendre le pouls de la situation.



Vaccination à Gbossimé (terrain d'Agaza)

Sous une pluie diluvienne hier, alors que l'on pensait que les populations seraient absentes, elles ont fait le déplacement du terrain Agaza Gbossimé, et ce très tôt pour se faire vacciner. Plus d'une centaine de personnes était là dans la matinée, attendant les agents de santé qui sont venus à 08 heures comme d'habitude.

Apédido Koffi Romuald fait partie des premiers venus « Je suis venu depuis 6

heures et il y avait déjà une quarantaine de personnes qui était là avant moi depuis 5 heures ». Il a passé un sacré temps pour décider de se faire vacciner. « Je remettais toujours à demain ma vaccination contre le coronavirus en me disant que le respect des mesures fera l'affaire. Mais l'heure est grave et l'impact de la pandémie sur la santé des gens devient de plus en plus visible. J'ai donc décidé de me faire vacciner

pour me mettre à l'abri. En plus avec les nouvelles mesures du gouvernement qui font que les démarches administratives, même les études au campus, sont désormais garanties par la carte vaccinale, je fais d'une pierre deux coups pour m'éviter des problèmes», nous a affirmé Apédido Koffi Romuald, qui a reçu sa première dose du vaccin Pfizer.

En rang ordonné avec un

passage par vague de 10 personnes, les agitations ont prévalu quelques moments mais les plus jeunes ont fini par laisser la place aux personnes du troisième âge. Du côté des agents de santé, le travail se fait ressentir avant que maintenant. « Ces derniers temps, ça va. Les gens sortent massivement pour la vaccination. Tout le monde a presque compris ce que c'est, donc depuis la semaine passée, l'affluence est tellement énorme et nous sommes en train de gérer », nous a expliqué Arizika Lami Quadja, accoucheuse d'Etat au CMS Attikoumé, cheffe d'équipe vaccination sur le site de vaccination du terrain Agaza Gbossimé.

Au lendemain des mesures prises par le gouvernement le 10 septembre, plus de 200 personnes se font vacciner par jour sur ce site. « Avant, lorsqu'on avait commencé la campagne, en mars - avril, vraiment on sort et à peine on vaccine une vingtaine de personnes. Maintenant chaque jour, nous faisons largement plus que cela. Par exemple le lundi (13 septembre 2021), nous avons enregistré 225 personnes vaccinées ici sur le site Agaza. À l'allure où vont les choses, on pourra faire plus que cela», a affirmé Arizika Lami Quadja.

« Nous exhortons la population à sortir. Si

nous arrivons à atteindre l'immunité maximale, on va pouvoir tellement vaincre cette maladie, en plus des mesures barrières », a-t-elle exhorté.

Le gouvernement veut atteindre 1 million de personnes vaccinées d'ici fin 2021. 117 000 nouvelles doses de Pfizer viennent d'être réceptionnées par le Togo ce 12 septembre. Le pays a reçu près d'un million 200 doses de vaccins à ce jour.

Les récentes mesures prises le gouvernement togolais sont entre autres, l'interdiction de toutes les manifestations culturelles, sportives et politiques pour une durée d'un mois, l'interdiction de toutes les célébrations de mariages civils, religieux et traditionnels pour une durée d'un mois, la fermeture de tous les lieux de culte pour une durée d'un mois, l'interdiction des funérailles, la demande d'autorisation auprès du préfet pour les cérémonies d'enterrement (15 personnes au maximum), la fermeture des grands bars et des discothèques et boîtes de nuit.

Même si le Togo a pu enregistrer 1 8746 cas guéris, le pays compte 2 3778 cas confirmés au total et 207 décès. L'urgence est de mise.

Attipoe Edem Kodjo



DIRECT AGENCE
agence conseil en communication

Vous êtes un **annonceur**, un **privé**,
une **agence conseil** en communication
ou un **homme d'affaires**!
Vous avez besoin d'une communication
dans le journal **Togo Matin**?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92



**POUR VÉRIFIER TON IDENTITÉ ET
FAIRE TA RÉGULARISATION DEPUIS
CHEZ TOI, APPELLE LE 848**



*L'identification en ligne est soumise à conditions.
La durée d'attente peut être longue aux heures
d'affluence.*

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

